

eut lieu à Bruxelles, il y a près de trente ans. Lors de cette conférence, de nombreux éminents délégués, qui sont aujourd'hui ici, se sont rencontrés et ont trouvé de nouvelles forces dans leur combat pour l'indépendance²⁹. »

Pour autant, l'introduction du volume avertit qu'il convient de se protéger de la puissance des mythologies produites par la LAI à son propre sujet ainsi que de toute lecture téléologique. La contribution de David Murphy consacrée au parcours de Lamine Senghor (1889-1927), militant anticolonialiste sénégalais auquel il avait déjà consacré un article³⁰, montre bien comment Münzenberg affirma à plusieurs reprises que ce protagoniste du congrès de Bruxelles trouva la mort en martyr entre les murs d'un commissariat français. Il mourut en réalité entouré de ses camarades à Fréjus, d'une tuberculose, certes imputable au recrutement des tirailleurs coloniaux et à leur exposition au gaz moutarde. L'ambition d'échapper à toute téléologie n'est toutefois pas pleinement atteinte : l'utilisation de la notion de « tiers-mondisme avant l'heure » est ainsi utilisée à plusieurs reprises, en particulier par Michael Goebel qui avait ainsi titré son dernier livre³¹, pour évoquer une époque où se tissent des solidarités internationales entre les victimes de l'impérialisme en des termes qui ne seront plus les mêmes trois décennies plus tard dans le contexte de la guerre froide.

Malgré toutes ses qualités, le livre peut s'avérer frustrant par son format. La juxtaposition d'essais historiques d'une vingtaine de pages dresse certes un panorama global de l'activité de la LAI, mais ne permet pas de creuser en profondeur chacun de ces aspects, dont certains sont par ailleurs déjà relativement connus des spécialistes auxquels s'adresse ce travail. De plus, ces synthèses ne donnent que trop peu à voir la richesse et l'originalité des documents sur lesquelles elles reposent pourtant. Enfin, le choix des exemples mis en avant est discutable : le volume ne présente ainsi aucune contribution sur les liens entre la LAI et les organisations révolutionnaires indochinoises. Malgré ces quelques limites, la lecture de l'ouvrage reste profitable. Les renouvellements historiographiques de ce champ se produisant essentiellement en anglais, espérons même qu'une traduction en français soit envisagée.

Vincent BOLLENOT

■ Nicolas Lépine, *Guerre d'Espagne et socialisme international. Dernière chance pour l'ordre démocratique d'entre-deux-guerres*, Laval (Québec), Presses de l'Université Laval, 2020, 182 p. Préface de Michel Dreyfus.

Déjà foisonnante, l'historiographie de la guerre civile espagnole (1936-1939) n'en est pas à son dernier souffle. Dans la lignée de travaux consacrés à la mobilisation transnationale dans le conflit, Nicolas Lépine étudie conjointement celle de l'Internationale ouvrière socialiste (IOS), qui fédère les partis socialistes, et de la Fédération syndicale internationale (FSI), qui réunit les syndicats n'ayant pas voulu se rapprocher du Profintern communiste. L'ouvrage, issu d'une thèse soutenue en

29. Traduit par nos soins.

30. D. Murphy, « Tirailleur, facteur, anticolonialiste : la courte vie militante de Lamine Senghor (1924-1927) », *Cahiers d'histoire*, n° 126, 2015, p. 55-72.

31. M. Goebel, *Anti-Imperial Metropolis. Interwar Paris and the Seeds of Third World Nationalism*, New York, Cambridge University Press, 2015. Voir aussi V. Bollenot, « Michael Goebel, *Paris, capitale du tiers-monde. Comment est née la révolution anticoloniale (1919-1939)* », *Agone*, n° 63-64, 2019, p. 263-272.

2013 sur « Le socialisme international et la guerre civile espagnole³² », représente une contribution attendue sur l'Internationale socialiste à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Dans la préface, Michel Dreyfus ne manque pas de souligner le vide historiographique qui concernait jusqu'à présent les débats et les initiatives de l'IOS à cette époque.

En juillet 1936, le coup d'État de militaires espagnols contre la Seconde République se heurte à la résistance de forces loyales, bien aidées par les organisations ouvrières. Dans un contexte de désarticulation du régime légal, les forces prolétariennes profitent de la situation pour enclencher la révolution sociale que les putschistes disaient prévenir. Rapidement, la lutte acquiert une importance qui dépasse ses frontières. D'un côté, l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste apportent un soutien matériel, humain, diplomatique et financier aux militaires insurgés. De l'autre, la France et l'Angleterre proposent une « non-intervention » dans le conflit afin d'éviter toute conflagration généralisée. Adoptée par l'essentiel des puissances européennes, cette politique interdit tout appui militaire aux deux camps, mais elle pénalise surtout la République : pourtant membres du nouveau Comité de « non-intervention », l'Allemagne et l'Italie continuent de soutenir le camp anti-républicain, alors que la France et l'Angleterre se refusent à toute assistance officielle. Au début du conflit, la France contourne toutefois la législation en vigueur pour envoyer plusieurs avions en Espagne ; mais ces derniers sont généralement désarmés et d'une faible valeur stratégique. Dans un contexte d'abstention des grandes démocraties, la République compte néanmoins sur les envois de matériel de guerre depuis le Mexique et, surtout, de la Russie soviétique. En parallèle, une aide militaire et humanitaire est mise en place par les militants communistes à travers leurs cellules politiques locales, le Komintern et le Secours rouge international. Réalisée à grand renfort de publicité, cette assistance apporte un crédit moral aux communistes et aux Soviétiques auprès des militants de gauche de toute l'Europe. À l'opposé, le socialisme international est pointé du doigt pour l'inaction de ses membres qui, au sein de plusieurs gouvernements, défendent la politique de « non-intervention ». Ce constat, qui est généralement repris par l'historiographie, est cependant trompeur au regard des sources que Nicolas Lépine valorise. À l'aide de journaux militants et d'archives de responsables socialistes bien insérés dans les structures internationales, le chercheur nous offre un riche aperçu des engagements de l'IOS et de la FSI sur fond de guerre d'Espagne. Ce faisant, Nicolas Lépine s'arrête sur le pendant politique de la solidarité, laissant à la marge les réalisations matérielles concrètes – militaires et humanitaires – de cette mobilisation³³. Il s'agit de souligner ce qui a été fait par le socialisme international pour appuyer la République espagnole sans pour autant « disparaître dans l'ombre du Komintern communiste » (p. 46).

Grâce à une approche transnationale bienvenue, l'auteur montre comment l'IOS et la FSI ont tôt fait de se présenter comme un rempart pour lutter contre la montée du fascisme. L'ouvrage revient ainsi sur les évolutions d'une mobilisation peu connue de

32. N. Lépine, « Le socialisme international et la guerre civile espagnole », thèse de doctorat en histoire, Faculté des études supérieures et postdoctorales de l'Université Laval (Québec), 2013. La version définitive de cette thèse est disponible en ligne : <https://corpus.ulaval.ca/entities/publication/5bc84fdb-7041-4082-9a6c-bec60641ec48>.

33. Il est regrettable que cet aspect, pourtant traité dans la thèse, apparaisse très peu dans cette publication.

l'Internationale socialiste, qui multiplie les initiatives en dépit de graves crises internes. Au début du conflit, la place est laissée aux initiatives autonomes. La CGT française brave ainsi l'embargo sur les armes pendant que l'Italien Pietro Nenni et l'Autrichien Julius Deutsch organisent le socle des futures Brigades internationales. Dans l'urgence de la guerre civile, les membres de l'IOS cherchent à trouver un terrain d'entente afin d'apporter une assistance aux contours officiels. À plusieurs reprises, quand la situation en Espagne semble le requérir, des délégations sont envoyées sur place et des campagnes d'aide humanitaire sont déployées. Ces mobilisations sporadiques ravivent une flamme politique que beaucoup croyaient éteinte, mais elles suscitent de profondes divergences d'ordre stratégique. En pleine « non-intervention », le mouvement socialiste se trouve divisé entre ceux qui souhaitent une mobilisation militante nécessairement illégale et ceux qui préfèrent agir par l'intermédiaire de leurs gouvernements respectifs (p. 47). Très vite, l'auteur le souligne, l'IOS se trouve incapable d'infléchir la position d'élus socialistes qui, dans leurs pays, défendent une politique d'apaisement que leur mouvement international condamne pourtant. Nicolas Lépine ne manque pas de rappeler que l'IOS et la FSI ont été handicapées par le caractère non contraignant de leurs décisions. Cela n'empêche pas pour autant leurs membres de prendre de nombreuses initiatives.

Nicolas Lépine décrit comment le socialisme international est utilisé en tant que levier diplomatique alternatif. D'abord acquises, au moins globalement, au projet de « non-intervention », les différentes sections nationales sont régulièrement sollicitées par le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), qui devient ainsi le « porte-flambeau de l'IOS » (p. 74). À partir du milieu de l'année 1937, les échecs répétés de la « non-intervention » invitent plusieurs responsables politiques à revoir leur position. L'auteur s'arrête ensuite sur les initiatives prises par l'IOS pour essayer de renverser la situation diplomatique en faveur du camp républicain – en vain. Il rappelle cependant que les militants de l'Internationale socialiste ont eu tendance à privilégier les intérêts de leur pays avant tout, dynamique qui ne cesse de s'imposer au fil du conflit. Avec la Seconde Guerre mondiale, le retour des « Unions sacrées » creuse définitivement le tombeau de l'IOS, qui disparaît sans avoir pu régler de nombreux contentieux idéologiques (p. 142).

En revenant sur les différentes crises internes de l'IOS et de la FSI, l'ouvrage de Nicolas Lépine permet d'identifier les principales sources de division du socialisme international. Outre les déchirements bien connus entre les courants pacifistes et bellicistes, la situation politique en Espagne républicaine inquiète. Face à la révolution qui secoue le camp gouvernemental, certains partis du nord de l'Europe font le vœu d'un retour à l'ordre, alors que le Parti socialiste italien de Pietro Nenni et quelques autres préfèrent encourager le mouvement social. L'auteur souligne que les velléités de rapprochement de certains responsables socialistes avec le Komintern créent également de profondes crispations entre ceux qui défendent un antifascisme ouvert à toutes les tendances et ceux qui s'y refusent.

En définitive, l'étude de Nicolas Lépine représente une nouvelle référence sur le socialisme international durant l'entre-deux-guerres. En travaillant sur l'IOS et la FSI, l'auteur signale qu'il retrace surtout les débats d'une « élite intellectuelle progressiste mâle, "blanche" et européenne » (p. 7). Afin d'aller plus loin, plusieurs pistes restent ouvertes. La prise en compte des dernières recherches historiographiques

consacrées à l'antifascisme permettrait par exemple de mieux comprendre les relations tissées entre l'IOS et d'autres mouvements antifascistes³⁴. Le recours à la documentation d'ambassadeurs et de ministres du *Frente Popular* rattachés au socialisme international représente une autre piste d'approfondissement possible qui, sans doute, nous en apprendrait plus sur les débats propres à la concrétisation des pratiques de solidarité³⁵. L'utilisation de sources de surveillance offrirait quant à elle la possibilité de nuancer certains récits de militants qui, dans la presse, durant des réunions publiques ou dans leurs mémoires, exagèrent parfois la portée de l'aide clandestine qu'ils apportent à l'Espagne. Sur le plan de la forme, enfin, on pourra souligner plusieurs écueils susceptibles de gêner le lecteur. Outre le choix d'un index sans pagination, le plan chronologique par année a le défaut de donner un sentiment de redites sans pour autant proposer un séquençage toujours adapté aux événements. Cela, cependant, n'enlève rien à une étude qui rappelle à quel point les archives politiques peuvent se révéler utiles pour écrire une histoire transnationale des mobilisations militantes. Avec cette analyse du socialisme international durant la guerre civile, Nicolas Lépine nous en offre un exemple à la fois limpide et vivant.

Pierre SALMON

■ Peter Brandt et Gert Weisskirchen (dir.), *Sozialismus mit menschlichem Antlitz. Der Aufbruch in der Tschechoslowakei 1968 in seinem historischen Umfeld*, Bonn, Dietz, 2022, 288 p.

Cet ouvrage se donne pour objectif de « rendre visible la valeur habituellement sous-estimée des événements de 1968 en Tchécoslovaquie eu égard au 1968 mondial » (p. 11). Ses coordinateurs, ainsi que plusieurs de ses contributeurs et contributrices, ont souvent vécu, voire participé eux-mêmes aux événements et assument de ne pas être de « simples observateurs neutres » (p. 11). Cela confère une certaine hétérogénéité à un projet éditorial dans lequel chaque participant et participante reste « responsable de sa contribution » (p. 16), les textes se partageant entre interviews d'acteurs et descriptions historiques, dont certaines prennent la coloration de l'essai.

Les entretiens avec Pavel Reiman et Petr Uhl, deux acteurs pourtant privilégiés du printemps tchécoslovaque, sont assez peu informatifs : quelques remarques sur la personnalité d'Alexander Dubček pour le premier, des souvenirs de voyages et de rencontres militantes et personnelles dans diverses villes d'Europe pour le second. Les descriptions historiques portent sur le « socialisme réformateur » (Peter Brandt), l'histoire de la Slovaquie et sa contribution au printemps tchécoslovaque (Peter Weiss), les réactions à l'intervention soviétique au sein de la gauche radicale

34. L'antifascisme durant l'entre-deux-guerres a fait l'objet de nombreux renouvellements, qui sont absents de cette étude. Pour une synthèse, voir H. García, M. Yusta Rodrigo, X. Tabet et C. Clímaco (dir.), *Rethinking Antifascism. History, Memory and Politics, 1922 to the Present*, New York, Berghahn Books, 2016.

35. Concernant les archives d'anciens diplomates, celles de Luis Jiménez de Asúa, qui assure l'intérim diplomatique à Paris au début du conflit avant d'être nommé à la légation de Prague, auraient par exemple pu être utiles à l'auteur. Ce professeur de droit est un responsable socialiste d'envergure (il est vice-président du PSOE), très bien inséré dans les réseaux internationaux de l'IOS. Ses archives au sein de la fondation Pablo Iglesias (Alcalá de Henares, Espagne) auraient mérité enquête.